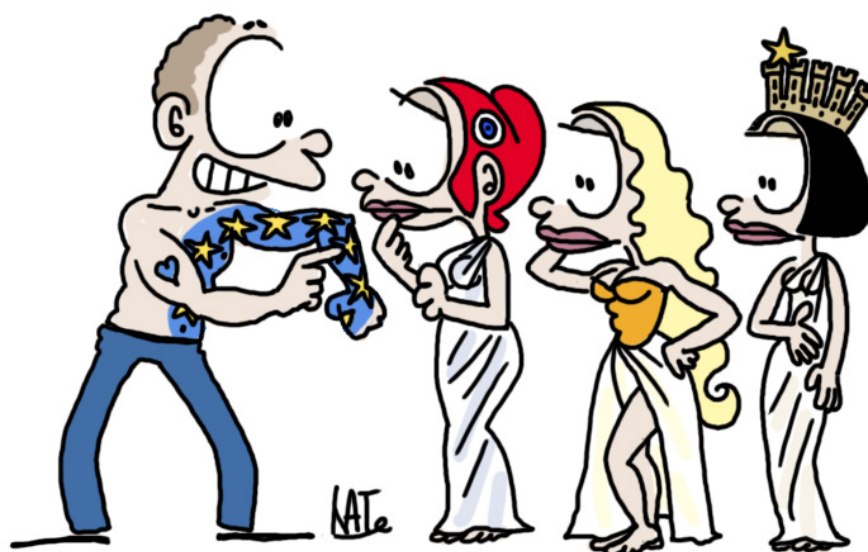




Quelle est l'Europe qui vous fait rêver ?

Consultation
citoyenne numérique

Conseil de développement
durable de la Métropole du
Grand Nancy



30 OCTOBRE 2018

Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy
22/24 viaduc Kennedy
Co 80036
54035 NANCY Cedex
Tél : 03.83.91.81.47

SOMMAIRE

SYNTHÈSE du DOSSIER 5 pages – pp 2 à 6

1. Introduction par Dominique Valck, président du Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy
2. Résultats ou l'analyse automatisées
3. Supervision scientifique par Hervé Marchal, Sociologue
Professeur à l'Université de Bourgogne
4. Analyse semi-automatisée, la DATAVIZ par l'équipe de Carto
Débat
5. Conclusion et remerciements

DOSSIER COMPLET et Annexe page 8



1. Introduction par Dominique Valck, président du Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy

De longue date, le Conseil de développement durable défend l'idée que ces instances de démocratie participative sont aussi des lieux apaisés d'animation du débat territorial, des lieux ouverts avec des règles pour co construire le projet de société avec les élus de la République, travailler le concept de Commun, être acteur de son destin.

En termes de méthodologie de travail, il nous est apparu nécessaire dans un premier temps en interne, de réfléchir sur les premiers éléments de ressenti et l'envie de « faire Europe » des membres du Conseil. Entre les « eurosceptiques » et les « euroenthousiastes », un champ de valeurs communes était détecté. Il en ressort qu'une Europe sociale et culturelle où le citoyen est au cœur des projets doit prendre le pas sur une Europe principalement libérale et financière où le fonctionnement des Institutions paraît opaque.

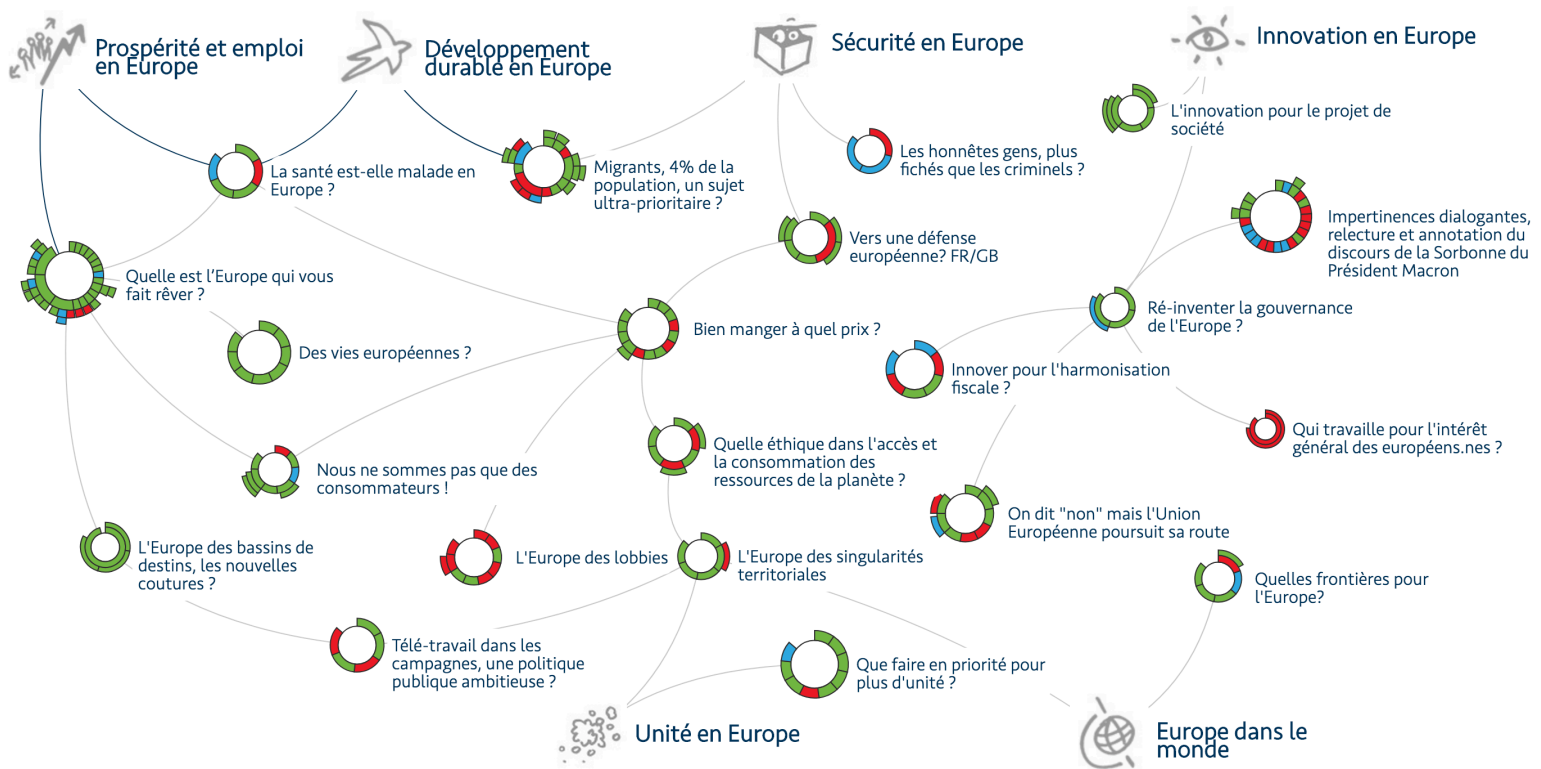
Pour construire cette expérimentation le Conseil s'est adjoint la coopération d'une Start' Up locale, Carto Débat, disposant d'un outil expérimental correspondant bien à l'ambition et à l'esprit de la démarche, avec pour résultat la cartographie du questionnement pour assurer un débat éclairé, sans rien occulter.

Les 6 entrées proposées par le Président de la République ont fait l'objet d'un travail collectif de réflexion d'où ont émergé 21 enjeux interconnectés. Parmi les grands témoins les plus connus qui ont amorcé les débats par des textes, le président du parlement de la Sarre ou encore le vice-président de l'Assemblée Nationale, répondant ainsi favorablement à la sollicitation du Conseil de développement.

Au travers de cette expérimentation qui a duré pour le Conseil presque 6 mois, et le débat numérique en lui-même 7 semaines, le Conseil a joué son rôle d'animateur du débat territorial. Sujet complexe dans un temps contraint, la question de la refondation de l'Europe et de son avenir a permis de faire émerger des préoccupations et des attentes plus que des solutions.

Cela constitue la base d'un travail à poursuivre tant au niveau national que des territoires. Les Conseils de développement souhaitent s'inscrire dans une expérimentation qui pousserait encore plus loin les lignes de la consultation citoyenne sur les sujets constitutifs du Projet de Société.

2. Statistiques

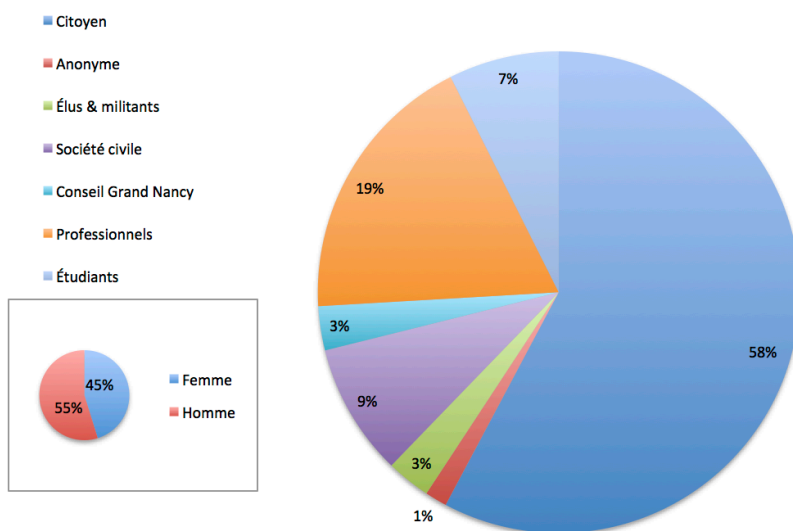


Cartographie des débats et liens avec les thématiques

Sur chaque débat, le graphique en rayons de soleil permet de visualiser l'évolution des débats avec en rouge les arguments en « désaccord » avec les contenus mis en débat ou les autres contributions, en vert les arguments en « accord » et en bleu les « réserves ».

Les contenus des débats sont toujours visibles sur : www.cartodebat.fr/consultation-europe

Profils indiqués par les 150 personnes et entités (villes, associations, etc.) inscrites



218 contributions argumentées ont été publiées

143 974 signes soit une moyenne de 660 signes par contribution

7,24 minutes durée moyenne de chaque visite sur la plateforme

41 code postaux indiqués dans 6 régions

13 partenaires pour la diffusion dont l'Observatoire International de la Démocratie Participative

3. Supervision scientifique par Hervé Marchal, Sociologue Professeur à l'Université de Bourgogne

Le sens d'une démarche idéal-typique pour analyser la forme et le contenu d'une telle consultation

La typologie des logiques d'expression et des publics présentée ici est idéal-typique dans le sens elle est un tableau simplifié de la réalité pour mieux rendre visibles certaines dimensions de la réalité socio-politique actuelle. L'intérêt analytique de cette typologie procède de sa relative distance par rapport à la totalité des énoncés bien trop complexe dans sa réalité première pour nous permettre de dégager sans aucune aide conceptuelle des dimensions significatives eu égard au sujet traité. Les typologies présentées ici ont été construites suite à une analyse collective des énoncés. Elles s'appuient donc sur un travail d'interprétation mené à plusieurs à partir de l'ensemble des énoncés produits et postés.

4 principaux profils ont répondu à la consultation en structurant leurs énoncés selon 4 logiques différentes (émotive/réactive, argumentative/de connaissances, prescriptive et d'enrôlement/imaginative) :

- Les « réactifs » sont des personnes qui réagissent à des propos déjà tenus, ils valident ou invalident des contenus ;
- Les « connaisseurs » qui basent leurs réflexions sur des documents, ils ne parlent pas de leur expériences mais de sources objectivées ;
- Les « prescripteurs » qui n'hésitent pas à faire des propositions ;
- Et les « imaginatifs » qui ont formulé leur rêve pour une Europe mais sont finalement peu nombreux.

3 types de contenus :

- Ceux relatifs aux enjeux politiques, en rapport aux idéaux fondateurs de l'Europe et de valeurs communes de fraternité, liberté, démocratie... et propose une meilleur gouvernance, une démocratie participative... ;
- Des contenus plus critiques vis-à-vis du libéralisme et de la technocratie en général et d'une Europe élitiste ;
- Des contenus relatifs à l'histoire et au but premier de l'Europe la Paix.

Pistes analytiques concernant les pistes d'amélioration pour susciter plus de participations dans le cadre d'un débat numérique élargi :

- La privatisation de la vie ? Repli sur la sphère privée ?
- La sacralisation de l'EGO et la culture de l'expressivité émotive ?
- Discours argumentés vs parole du citoyen quotidien ?
- L'imposition de fait d'une culture de l'écrit ?
- Des « coûts d'entrée » dans un débat politico-numérique ?
- Peur de laisser des traces ?

4. Dataviz CartoDÉBAT

Thèmes – mots clés – et extraits des propos du débat annotés selon :

AVIS FAIT IDÉE

Rejets & Traités UE, Elections, Démocratie participative, Lobby, Confédération européenne, unité, Souveraineté

Nous devons **remettre les traités sur la table** et les rouvrir... nombreux **dénis de démocratie** qui émaillent les évolutions de l'union européenne sont une cause majeure de l'abstention... entité politique, l'Union Européenne qui n'a de corps que par ses **traités, TUE et TFUE**... Dommage que le mot «**OTAN**» fasse partie de sa «**Constitution**» (art.42 TUE)... Les 3 institutions de l'Union Européenne qui centralisent tous les pouvoirs ne sont **élues par personne**... La gouvernance actuelle doit avoir un «**visage**» plus incarné... innover et de développer des **espaces de dialogue** et de **co-constructions citoyennes**... améliorer la façon dont le **Commun se fabrique**... Les sujets que chaque pays a **délégués**

Gouvernance UE

sécurité sociale, malbouffe, productions locales, bio, soins de proximité

gardant son modèle de **protection sociale**, fière d'elle-même... la **malbouffe** sont une vraie **Santé** retardement... **renforcer le Grenelle** de l'environnement,

tissu **humain de proximité**... l'usage des **pesticides** et autres produits de même nature n'est pas un sujet **numéraire** mais bien **culturel**... il faut **accueillir** ceux qui sont dans la **détresse**... **migrants**

Environnement **désolant**... « Notre monde a changé de dimension » et exige des **comportements de rupture** face à la crise climatique, l'épuisement des **ressources naturelles**, l'accroissement des inégalités –

Pesticide, pollution, agriculture, énergies

humanisme, détresse, témoignages, quotas, critères d'acceptation, éthique de l'altérité, causes

langues & formation, valeurs fondatrices, sentiment d'appartenance, nouveaux usages numériques, pub, spécificité culinaires, sport – C'est à l'**école** en tout premier lieu qu'il convient de favoriser l'émergence de ce citoyen européen... commencer à tisser une **autre histoire** pour tresser des racines solides. C'est à ça que servent les **voyages**, ils forgent... Europe parlant pas moins de **23 langues** et dont... **enseigner** l'histoire et la géographie en anglais, la physique en allemand, les SVT en espagnol et, pourquoi pas, la littérature française du XVIII^{ème} siècle en russe... la **fraternité** étant le liant la **liberté** et de l'égalité... l'hégémonie de la techno structure, ont primé sur les **valeurs fondatrices** et ont progressivement **éloigné l'Europe de son idéal** et surtout des citoyens...

Culture Les rhétoriques en termes de «racines identitaires» sont dangereuses... «**fracture numérique**» il faudrait généraliser des **assistants technologiques** publics... Excellente idée, car une **équipe de football**

Économie & fraude, **économie** politique, **économie** économique... reconsidérer la place de la **croissance** en tant qu'objectif primordial... intérêts économiques nationaux et des **replis xénophobes**... **dumping social** et **fiscal** impressionnant... la liste des **paradis fiscaux de l'UE** enlève d'office les membres de l'UE... le **même salaire** pour le même travail au même endroit...

Sécurité ...coopération paisible et constructive depuis **trois générations**... **Périmètre** de l'Europe ou **frontière** de l'Europe? ... l'UE doit être capable **d'agir seule**... Aucun pays européen ne peut **assurer seul sa sécurité**... **politique commune de sécurité et de défense** a fait récemment des progrès considérables... Ces progrès sont évidemment dus à la **montée des périls** et aux **doutes** de plus en plus forts sur la garantie américaine..

Migrants OTAN & dépendance européenne, frontières, paix, Craintes et menaces



5. Conclusion et remerciements

Ce travail expérimental a suscité l'adhésion et l'enthousiasme de toutes les parties impliquées dans sa réalisation. Nous remercions les instances gouvernementales d'avoir recouru à une consultation citoyenne d'ampleur en laissant aux citoyens, ainsi qu'aux représentants des territoires, toute latitude pour mener les débats.

Le rendez-vous ne se termine pas ici, en effet, une telle mobilisation entraîne l'obligation dans un futur proche de « rendre des comptes » quant à la masse de résultats remontée par les citoyens. Qu'en sera-t-il de l'utilisation des données ? Est-ce le début d'un travail plus approfondi en termes de méthodologie de consultation citoyenne nationale ? De son côté, le Conseil va remettre ses conclusions à tous les participants au débat numérique via leur mail.

Le Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy va continuer son expérimentation de consultation citoyenne et ainsi améliorer son rôle d'animateur territorial. Pour ce faire, il va s'attacher à se rapprocher de l'ensemble des Conseils de développement de la Région Grand Est via la CRCD¹.

Remerciements :

A Catherine Créhange, pour ses caricatures ayant permis de mettre assez de distance avec les sujets complexes traités pour que la parole se délie.

A Hervé Marchal, pour la caution scientifique, car toute expérimentation n'a de sens que si elle fait avancer les choses et remet l'ouvrage sur le métier pour nourrir le collectif.

A Louis Ollagnon et toute l'équipe de Carto Débat, pour leur créativité et leur sens du collectif, merci d'avoir imaginé un outil cartographique de débat facilitant la compréhension des échanges pour la construction du Commun.

Aux grands témoins qui ont su initier les débats par des textes engagés pour lesquels ils ont ouvert au monde leur implication, leur militantisme dans la chose publique.

Aux membres du Conseil de développement durable, et notamment ceux de la Métropole du Grand Nancy, travailleurs bénévoles de l'ombre qui œuvrent sur leur temps libre à la construction d'un monde meilleur via le Projet de Société.

¹ Conférence Régionale des Conseils de Développement du Grand Est

A Danièle Noël et aux élus métropolitains du Grand Nancy, qui font souvent confiance aux membres du Conseil pour les accompagner dans les réflexions des sujets structurants du territoire, et d'ailleurs.



Quelle est l'Europe qui vous fait rêver ?

DOSSIER COMPLET

Consultation
citoyenne numérique

Conseil de développement
durable de la Métropole du
Grand Nancy



30 OCTOBRE 2018

SOMMAIRE

DOSSIER COMPLET et Annexe

1. Introduction par Dominique Valck, président du Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy
2. Résultats ou l'analyse automatisées
3. Supervision scientifique par Hervé Marchal, Sociologue
Professeur à l'Université de Bourgogne
4. Analyse semi-automatisée, la DATAVIZ par l'équipe de Carto
Débat
5. Conclusion et remerciements



1. Introduction par Dominique Valck, président du Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy

De longue date, le Conseil de développement durable de la métropole du Grand Nancy défend l'idée que ces instances de démocratie participative inscrites dans l'article 88 de la loi NOTRe sont aussi des lieux apaisés d'animation du débat territorial, des lieux ouverts avec des règles pour co construire le projet de société avec les élus de la République, travailler le concept de Commun, être acteur de son destin.

Ce sont des lieux d'animation de la démocratie territoriale avec l'ensemble des acteurs, visibles et moins visibles pour travailler au quotidien et aux futurs désirables, conscients des paradoxes des uns et des autres. Une distance ressentie du local vis-à-vis de l'Europe, alors que ses décisions impactent le citoyen européen au quotidien, pourtant en omettant parfois les singularités territoriales qui sont la base de la robustesse et de la capacité de résilience des territoires.

Quand nous avons pris connaissance de la volonté du Président de République, reprise par la Commission Européenne, d'ouvrir un débat citoyen sur la refondation de l'Europe, l'occasion a été pour nous d'imaginer une expérimentation et de démontrer la capacité d'un Conseil de développement à jouer le rôle d'animateur du débat territorial. On peut regretter le retard pris dans les territoires en matière d'application de la loi. En effet, suite à la réforme de l'intercommunalité, il devrait exister entre 700 et 900 Conseils de Développement en France, tous acteurs du « tricoté fin démocratique ».

En termes de méthodologie de travail, il nous est apparu nécessaire dans un premier temps en interne, de réfléchir sur les premiers éléments de ressenti et l'envie de « faire Europe » des membres du Conseil. Entre les « eurosceptiques » et les « euroenthousiastes », un champ de valeurs communes était détecté. Il en ressort qu'une Europe sociale et culturelle où le citoyen est au cœur des projets doit prendre le pas sur une Europe principalement libérale et financière où le fonctionnement des Institutions paraît opaque.

Pour construire cette expérimentation le Conseil s'est adjoint la coopération d'une Start'Up locale, CartoDÉBAT, disposant d'un outil numérique correspondant bien à l'ambition et à l'esprit de la démarche, avec pour résultat la cartographie du questionnement pour assurer un débat éclairé, sans rien occulter.

Les 6 entrées proposées par le Président de la République et reprises par la Commission Européenne (Unité de l'Europe, Développement durable en Europe,

Sécurité en Europe, Europe dans le monde, Innovation en Europe, Prospérité et emploi en Europe) ont fait l'objet d'un travail collectif de réflexion d'où ont émergé 21 enjeux interconnectés. Des sujets sensibles et clivants comme celui des migrants, des lobbies, de la gouvernance, des ressources ou encore de l'évasion fiscale sont apparus. L'intervention du Président de la République, dit « discours de La Sorbonne », fondateur de la vision de l'exécutif, a fait également l'objet d'une mise en débat, exercice qui a permis d'amorcer les échanges sur un sujet, la refondation de l'Europe, pour le moins complexe.

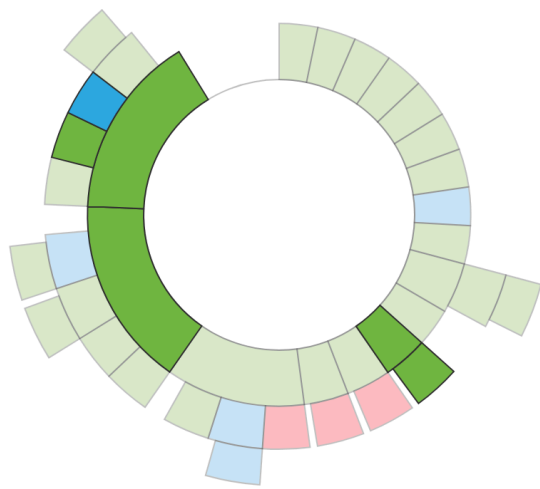
Sur la forme, chaque enjeu donnant lieu à un débat interactif a été ouvert par un texte de mise en perspective par des grands témoins, personnalités engagées, ainsi qu'une illustration volontairement caricaturale. Parmi les grands témoins les plus connus, le président du parlement de la Sarre ou encore le vice-président de l'Assemblée Nationale, qui ont répondu favorablement à la sollicitation du Conseil de développement. Pour « pacifier » les échanges et permettre le débat contradictoire, il nous est apparu nécessaire de demander aux contributeurs de signer leurs propos. L'ensemble « a joué le jeu », seule une personne a choisi un pseudonyme.

Les aspects techniques et sociologiques de l'expérimentation sont abordés dans l'analyse qui suit, le Conseil ayant choisi une caution scientifique, il s'est fait accompagner tout au long de la consultation par Hervé Marchal, sociologue professeur à l'Université de Bourgogne.

L'idée de notre outil de débat numérique n'est pas de réduire la démocratie à la « démocratie du clic », par laquelle les technologies du net donnent plus de pouvoirs aux individus au détriment de la construction collective. Les Conseils de Développement ne pensent pas que la réponse au désenchantement démocratique des citoyens se trouve dans les outils de démocratie directe qui annihilent le débat. Le numérique ne devrait être qu'un outil d'augmentation du débat et de la qualité démocratique en complément de démarches présentiels d'information, d'échange et de construction.

Au travers de cette expérimentation qui a duré pour le Conseil presque 6 mois, et le débat numérique en lui-même 7 semaines, le Conseil de développement a joué son rôle d'animateur du débat territorial. Sujet complexe dans un temps si contraint, la question de la refondation de l'Europe et de son avenir a permis de faire émerger des préoccupations et des attentes plus que des solutions. Cela constitue la base d'un travail à poursuivre tant au niveau national que des territoires. Les Conseils de développement souhaitent s'inscrire dans une expérimentation qui pousserait encore plus loin les lignes de la consultation citoyenne sur les sujets constitutifs du Projet de Société.

Exemple d'usage de l'interface de supervision sur le débat « quelle est l'Europe qui vous fait rêver ? »



40 posts, 21 participants

sociale 6



Les fonctions de supervision pour afficher le nuage de mot de chaque débat et le graphique en rayon de soleil sont accessibles à tous les participants.

Sur le graphique, la majorité des contributions sont vertes. C'est-à-dire en accord avec les contenus mis en débat et les autres contributions déjà publiées.

Deux contributions ont particulièrement fait réagir avec une forte adhésion au propos. Ces deux contributions contiennent le mot « sociale ».

Partenaires qui ont participé à la diffusion de la consultation



3. Supervision scientifique par Hervé Marchal, Sociologue Professeur à l'Université de Bourgogne

**Analyses sociologiques suite à la consultation citoyenne
numérique sur « Quelle est l'Europe qui vous fait rêver ? »,
du lundi 20 août 2018 au vendredi 12 octobre 2018**

Le sens d'une démarche idéal-typique pour analyser la forme et le contenu d'une telle consultation

La typologie des logiques d'expression et des publics présentée ici est idéal-typique dans le sens elle est un tableau simplifié de la réalité pour mieux rendre visibles certaines dimensions de la réalité socio-politique actuelle. L'intérêt analytique de cette typologie procède de sa relative distance par rapport à la totalité des énoncés bien trop complexe dans sa réalité première pour nous permettre de dégager sans aucune aide conceptuelle des dimensions significatives eu égard au sujet traité.

Pour paraphraser Max Weber², il faut insister sur le fait que les logiques d'expression et des publics identifiées ici sont idéal-typiques puisque obtenues à partir d'énoncés très divers tant du point de vue de leur contenu que de leur forme. Elles ne prétendent à rien d'autre qu'à fournir une illustration du paysage social actuel quant à un sujet précis, en l'occurrence l'Europe. Ce n'est donc pas une typologie réaliste que nous proposons. Il s'agit en effet de figures construites et destinées à rendre saillants des traits fondamentaux de celles et ceux qui se sont exprimés suite à cette question : « Quelle est l'Europe qui vous fait rêver ? »

C'est dire si par extension l'identification de ces logiques d'expression et des publics permet de saisir les obstacles relatifs au vivre ensemble, à la compréhension de l'Autre, à l'organisation d'un monde commun, et à la représentation d'un horizon de sens respectueux aussi bien du singulier – de la différence – que de l'universel – de l'indifférence. Dès lors, l'enjeu inhérent à l'identification de ces logiques idéales-typiques est non seulement théorique et social, mais aussi et surtout politique.

Les typologies présentées ici ont été construites suite à une analyse collective des énoncés. Elles s'appuient donc sur un travail d'interprétation mené à plusieurs à partir de l'ensemble des énoncés produits et postés. Elles ont été forgées suite à une analyse des occurrences

2

Weber Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1967, p. 68.

(voir le tableau de l'analyse des récurrences). A cet égard, les logiques, bien qu'idéales-typiques, n'existent que rapportées aux énoncés réels. Ce point est important car il rappelle que cette façon de procéder est pertinente dès lors qu'elle ne propose pas de caractéristiques trop abstraites destinées inexorablement à se détacher de toute réalité vécue. Car comme l'écrivait à ce propos Simmel, « quand la logique perdant le contact avec la matière des faits dont elle n'est que l'expression schématique prétend tirer d'elle-même une science qui se suffise, le monde qu'elle construit et le monde réel se contredisent nécessairement »³.

Les résultats de l'analyse se veulent ici, en dépit de leur volonté généralisante, en lien très étroit avec les expressions réelles des contributeurs au débat social.

Identification de quatre logiques principales d'expression

Nous avons repéré quatre logiques d'expression structurant les énoncés.

Note : Une même personne peut dans un même énoncé développer plusieurs logiques d'expression puisqu'il ne s'agit là que d'une typologie construite afin de rendre visible et de synthétiser le réel. Par exemple, pour chercher à intégrer les autres dans ses idéaux et horizons de sens, il faut argumenter, voire aller dans l'émotionnel, de sorte que dans un même énoncé, logique d'enrôlement, argumentative et émotive peuvent se mélanger. Mais parce que les logiques sont ici les plus saillantes, il s'avère qu'une logique domine souvent un énoncé.

- Logique émotive/réactive

Cette logique est repérable lorsqu'il y a des phrases souvent courtes accompagnées de ponctuations telles que des points d'exclamation et/ou d'interrogation, des points de suspension....

Elle est aussi identifiable à travers des mots tels que « dommage », « quelle tristesse... », « je m'indigne.. »

Comme son nom l'indique, cette logique renvoie à des émotions exprimées souvent de façon directe, sans détour. Pour autant, il peut arriver que dans le cours des énoncés les émotions ne soient pas brutes et se mélangent avec d'autres registres d'expression.

- Logique argumentative, éclairée et de connaissances

Cette logique est à l'œuvre dès lors qu'apparaît une structuration dans l'argumentation, des développements structurés et logiques pouvant faire intervenir des conjonctions de coordination telles : mais, car, or, ni... Par extension, tous les développements structurés faisant intervenir d'autres éléments de coordination (enfin, en outre, par ailleurs, de plus, aussi, ainsi...) renvoient à cette logique argumentative.

3

Simmel Georg, *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF, 1981, p. 190.

De fait, pour argumenter, contredire, insister, exemplifier..., il faut disposer de connaissances, c'est pourquoi cette logique est indissociablement argumentative et éclairée. On ne peut argumenter sans être éclairé.

- **Logique prescriptive**

Cette logique renvoie à des prescriptions, à des avis tranchés, à des opinions et autres convictions qu'on voudrait voir davantage partagées. Elle est repérable dans les phrases où il y a les mots suivants : « Il faudrait... », « il faut... », « il est nécessaire de... », « je voudrais que.. », « il est souhaitable que... »

Cette logique est donc souvent liée à des positions morales exprimées clairement, positions se traduisant par des postures normatives ou prescriptives. De même qu'un médecin fait des prescriptions à ses patients, de même le participant au débat énonce des prescriptions à l'endroit des autres citoyens.

- **Logique d'enrôlement et imaginative**

Cette logique est repérable à partir du moment où le contributeur s'exprime en disant : « Je rêve que... », « je crois en... », « j'imagine que ... », « un monde meilleur est à construire... »

Cette logique invite à créer ensemble un monde meilleur, elle cherche à « enrôler », à intégrer dans son scénario, sa fiction politique, ses idéaux, ses rêves, ses projets de société, les autres contributeurs et citoyens. Elle fait appel à un imaginaire qu'on veut partager et voir se réaliser.

NOTE : Trois logiques beaucoup moins importantes accompagnent celles présentées ci-dessus :

- **Logique de questionnement** et interrogative qui renvoie à un rôle (assumé ou non) de candide, de naïf. Dès lors, l'énoncé correspond à une ou des questions.
- **Logique de souscription** ou de non-souscription qui se traduit par des « d'accord », « pas d'accord », « je conteste que... ».
- **Logique d'information** et/ou de témoignage qui est destinée à donner des informations, des adresses, des contacts...

Identification de quatre publics principaux

Les quatre types de public identifiés sont en lien très étroit avec les quatre logiques d'expression.

Note : Une même personne peut très bien se trouver tantôt parmi les prescripteurs, tantôt parmi les connaisseurs ou autre. Ces profils idéal-typiques de public sont là encore, il faut le rappeler, des construits analytiques et il ne s'agit en aucun cas de catégoriser réellement, et donc de chosifier, celles et ceux qui se sont exprimés. Ce ne sont pour le dire autrement que des repères commodes qui permettent d'y voir plus clair.

- **Les réactifs**

Ils se démarquent en ce qu'ils s'expriment en réagissant à des propos déjà tenus. Ils n'énoncent pas un premier avis mais se contentent de valider ou d'invalider les énoncés d'autrui. Ils peuvent servir de traducteurs en décodant ou en disant autrement ce qui a déjà été formulé. Dans ce sens, ils sont précieux pour faire vivre le débat et le rendre accessible ou compréhensible en commentant, détournant, réinterprétant ou braconnant les propos existants.

- **Les connaisseurs**

Ils mettent en avant des ressources, des connaissances, des informations et mobilisent des textes de loi, chartes, Traités, bref des documents réglementaires. Ils usent d'arguments d'autorité fondés sur une expertise informée. Ici, le discours argumenté, justifié, domine et s'impose comme mode d'expression. Les connaisseurs ne partent pas de leurs expériences, de leur ressenti, de leurs propres « enquêtes » (Dewey), mais fondent leur propos sur des sources objectivées et donc légitimes. Ce sont les plus nombreux lors la présente consultation (avant les prescripteurs). Les connaisseurs sont de fait des passeurs d'information.

- **Les prescripteurs**

Ils s'expriment en étant normatifs, prescriptifs, c'est-à-dire qu'ils n'hésitent pas à dire ce qu'il faut faire. Ils bénéficient manifestement d'une légitimité sociale qui les autorise à donner leur avis sans ambages. On aurait aussi pu les appeler les moralisateurs, ou pour reprendre une expression chère aux sociologues : les entrepreneurs de morale.

- **Les imaginatifs**

Ils sont finalement les seuls, et très peu nombreux il faut l'avouer !, à répondre de manière précise à l'énoncé même de la consultation. Ils ont formulé leurs rêves et ont parfois imaginé un autre monde. Ils ont alors encadré leur vision de l'Europe dans leur parcours de vie, dans leurs expériences personnelles, dans leurs idéaux propres. C'est ici le JE qui prévaut, un JE qui rarement correspond à un individu qui à partir de son imaginaire, de ses valeurs, assume de dire et de faire le monde de demain en suivant elle ou telle orientation.

Identification de quatre types de contenus

- **Contenus relatifs aux enjeux politiques**

Les contenus qui soulèvent des enjeux politiques se rapportent aux idéaux (dévoqués, oubliés) fondateurs de l'Europe, aux initiatives qui visent à « recoller l'Europe avec le citoyen », aux

enjeux de la gouvernance, à l'unité de l'Europe. Il s'agit également de formuler et de défendre clairement des principes communs (fraternité, liberté, défense commune). Inversement, parfois ce sont des principes prêtant le flan à la critique, qui font débat donc, qui sont mis en avant : libéralisme économique, fédéralisme, mécanismes européens antidémocratiques...

Parallèlement, les contenus politiques peuvent consister en des propositions explicites pour faire autrement l'Europe (principe d'humanité, démocratie participative, démocratie étendue, taxation de la finance...), en des orientations explicites (nouveaux modèles de démocratie, droit à l'expérimentation...).

Enfin, quand les participants ont développé des arguments d'ordre politique, des logiques de crainte, de méfiance envers l'Europe (technocratie) ont été formulées. Par exemple, de nombreux débats sur la défense, les aspects militaires, les budgets de la défense sont soulevés.

- **Contenus relatifs aux institutions technocratiques**

Les développements qui ont trait aux institutions technocratiques consistent essentiellement en une critique forte des institutions, de la technocratie avec tous ses règlements, des inégalités, des élites qui veulent diriger sans écouter. L'Europe de ce point de vue est loin de faire rêver, elle pose question, indigné et agace. Pire, elle est vue comme étant à l'origine de nombreux maux de notre société.

Du coup, un droit à l'expérimentation peut être posé en tant que tel pour innover, penser autrement et réactualiser l'idée européenne.

- **Contenus relatifs à l'histoire et à la société**

Les contenus relatifs à l'histoire et à la société se rapportent aux grands idéaux qui ont présidé à la fondation de l'Europe. Ils sont rappelés pour en mesurer toute l'importance mais aussi pour en dénoncer la perte. C'est dès lors une nostalgie qui est visible ; nostalgie d'une Europe qui s'est oubliée elle-même, qui a bradé ses valeurs de solidarité entre le politique, la culture et les institutions, qui s'est écartée de ses pères fondateurs animés par le souci d'instaurer la paix. La thématique de la paix est soulevée pour insister sur l'importance du projet européen et pour montrer tout ce qu'il peut apporter. C'est pourquoi la situation actuelle qui voit l'Europe se détourner de certains de ses idéaux est vivement dénoncée. L'inquiétude est alors de mise.

Les grands types de ressources sur lesquelles les participants s'appuient pour fonder leur avis par ordre décroissant :

- **1/ Documents réglementaires et institutionnels : Chartes, Traités, Textes de lois...**
- **2/ Indicateurs économiques : PIB, indicateurs de bien-être, de qualité de vie, cours des monnaies, taux de financiarisation/bancarisation...**

- **3/ Référents spatiaux : pays, territoires, nations, entités supranationales**
- **4/ Droits fondamentaux relatifs à l'être humain : liberté, mobilité, résistance politique...**
- **5/ Institutions : Ecole, OTAN, administrations...**
- **6/ Rapports d'experts et de recherche (très rare)**

Note : On le voit, les participants se sont appuyés sur des objets et des éléments non-humains. Autrement dit, le vécu, les expériences de chacun, ce que vit le citoyen du quotidien n'a quasiment pas été mobilisé lors de cette consultation. On fait parler les indicateurs, les textes de lois pour fonder une opinion mais assez peu les individus eux-mêmes, excepté quelques thématiques comme la migration ou le travail notamment.

Leçons à en tirer :

1. **L'Europe ne fait pas rêver** et pourtant le mot « rêve » est introduit dans le titre même de la consultation. On aurait pu s'attendre à des effets inducteurs, mais rien de tout cela ne s'est produit. Dans l'ensemble de la consultation, quasiment personne ne propose de scénarios, de fictions, de « films » à réaliser, d'horizons à inventer.
2. On note également un faible encastrement biographique des débats, c'est-à-dire **qu'on sait très peu de choses de la vie des personnes**. Autrement dit, l'identité personnelle est certes présente mais déclinée à travers des positions, des opinions mais pas des témoignages et des histoires de vie. C'est donc l'identité statutaire (institutionnelle) qui prévaut ici. Cela veut dire que les développements ne sont pas reliés à des contenus biographiques comme si l'Europe était vue comme trop éloignée et ne parlait pas à l'individu réel : au citoyen du quotidien. L'Europe est vue comme TROP : technocratique, lointaine, financiarisée, élitiste...
3. Tout se passe comme **si le citoyen européen n'était plus au centre mais uniquement les « citoyens nationaux »**. Le citoyen européen continue à exister uniquement quand on se réfère à des principes fondamentaux (paix, libre circulation des biens et des personnes, démocratie...), mais du coup le quotidien est le grand oublié des débats. **L'Europe est vue comme une instance qui s'adresse aux banques, aux institutions, aux élites et non aux gens du quotidien**. Ou alors le quotidien est soulevé quand l'Europe y fait obstacle (règlements, poids de la finance...). L'Europe ne fait pas sens pour le citoyen du quotidien. Le citoyen du quotidien se sent oublié, ou en tout cas loin des instances qui font l'Europe et que sont l'Europe (crise grecque).
4. Il faut prendre en compte la question suivante : comment le citoyen du quotidien qui se sent si loin de l'Europe, et qui ne sait pas la finalité exacte et la temporalité globale d'une telle consultation, peut-il être motivé à écrire, à débattre, à énoncer des avis, d'autant plus que l'expression personnelle, de sa vie, de soi, de ses soucis ne correspond pas au format initial de la consultation ?

5. Il est important de noter que les très rares fois où il y a des questionnements naïfs qui ont été formulés, traduisant une logique d'ouverture et de disponibilité à des avis et opinions alternatifs, il n'y a pas eu de réaction. Alors qu'on aurait pu s'attendre à ce que ces énoncés interrogatifs jouent le rôle de nœuds de débats et de réactions, il n'en est rien.
6. **Les acteurs politiques eux-mêmes ne semblent pas concernés par le rêve européen.** Seuls quelques très rares élus ont participé au débat en dépit d'un intérêt affiché. 577 députés ont été interpellés pour une seule participation. Malgré les relances effectuées le Conseil de développement durable, seulement trois réponses ont été reçues suivies de très peu d'effets.
7. Cela pousse à rejoindre la thèse selon laquelle **l'Europe ne peut pas vraiment faire sens dans la mesure où les élites ont d'abord construit un marché, un univers économique, bien avant de construire un monde social et culturel** qui n'existe toujours pas et qui servirait de support à une identité commune. Et jamais une monnaie commune n'a servi au cours de l'histoire de support identitaire en tant que tel. C'est l'inverse qui prévaut puisque les monnaies ont toujours été encadrées politiquement en figurant des personnages historiques centraux (le Louis d'or, le Napoléon...) et symboliquement en figurant des tableaux, des peintres, des écrivains... A ce propos, les économistes Aglietta et Orléan ont parlé de l'euro comme d'une « énigme monétaire » parce que justement désencadrée historiquement et culturellement. Une monnaie est certes marchande mais son origine ne peut être qu'institutionnelle et symbolique. Une monnaie est avant toute chose un fait politique et culturel.

Pistes analytiques :

- La privatisation de la vie ? Repli sur la sphère privée ?

L'actualité des analyses de l'historien A. de Tocqueville semblent encore très actuelles. Celui-ci soulignait combien l'égalité des conditions de vie est à l'origine de la démocratie, mais cette égalité une fois acquise, les individus tendent à se replier sur la sphère privée pour laisser « la grande société » à elle-même : entendons entre les mains de quelques-uns, ce qui peut conduire au despotisme. Autrement dit, la démocratie va de pair avec un certain individualisme et risque de conduire à l'isolement de chacun et à l'éloignement de la vie publique et politique.

La démocratie peut donc favoriser le repli sur soi, sa famille, ses amis : « A mesure que les conditions s'égalisent, il se rencontre un plus grand nombre d'individus qui, n'étant plus assez riches ni assez puissants pour exercer une grande influence sur le sort de ses semblables, ont acquis cependant ou ont conservé assez de lumières et de biens pour pouvoir se suffire à eux-mêmes [...]. Ils se figurent volontiers que leur destinée tout entière est entre leurs mains. » Bien évidemment notre société actuelle est le théâtre d'inégalités, mais force est de constater qu'elle n'a cessé de s'enrichir depuis la Seconde Guerre mondiale et qu'elle a généré un confort de vie sans précédent qui une fois acquis est ardemment défendu... en privé. Les débats argumentés et informés sont dès lors perçus comme inutiles

car « on » n'en voit pas la portée directe, les conséquences... En clair, l'impression que cela ne sert à rien peut dominer...

- La sacralisation de EGO et culture de l'expressivité émotive ?

Les sociétés contemporaines sont dans une large mesure des sociétés d'individus individualisés qui mettent au centre de leur vie eux-mêmes, leur espace de sens intérieur, leur Ego si l'on préfère. Cela ne veut pas dire que tout le monde est devenu égoïste, mais qu'on ne participe qu'à ce qui nous permet de nous exprimer à la première personne en communiquant ses émotions, son ressenti. Le succès des émoticônes est instructif car il révèle que les émotions ont pris le pas sur la raison. Or, un tel débat sur l'Europe exige une argumentation et non une expressivité spontanée (faut-il permettre des réactions spontanées sur un tel site de débats ?)

A partir du moment où l'on n'est pas sûr d'être vu, d'être en première ligne, l'individu contemporain a l'impression que les instances et lieux d'expression ne participent pas de son épanouissement. Cela est dès lors vu comme une perte de temps. L'important aujourd'hui est d'être en mesure de négocier, de s'exprimer, de donner son point de vue, de faire valoir ce qui vaut comme individu, d'importer dans le monde du « nous » (du statut, des règles impersonnelles, du temps collectivement organisé) son « je ». Le sacré n'est plus extérieur à l'individu (Dieu, la société, les institutions), il correspond à sa Vie, à ses valeurs, en un mot à ce qui anime au plus profond la personnalité.

Ce qui compte, ce n'est pas vraiment l'identité statutaire mais l'identité personnelle. Or, participer à **un tel débat va de pair avec des contraintes et met en avant de la connaissance liée à une position dans l'espace social, à son statut, à ses accès faciles à différentes sources d'informations... Mais ce qui compte dorénavant, on l'a dit, c'est de s'éprouver soi-même dans son ressenti, ses émotions** : nous assistons au « sacre du profane » synonyme de banalisation du génie individuel.

Le slogan qui pourrait résumer cela est : « Chacun doit donner son point de vue qui le vaut bien en tant que personne originale, unique et singulière ». Or, là encore, ce qui compte dans un tel débat, ce n'est pas de se mettre en scène (en montrant ses exploits, ses qualités, ses désirs), d'où un décalage parfois ressenti avec ce que beaucoup espèrent quand ils s'expriment lors de cette consultation : être reconnu dans ses capacités d'expertise sans formuler des avis propres, personnels. Cela entre en contradiction avec les TIC qui génèrent un formidable brouillage des frontières entre vie privée et vie professionnelle : ce qu'on veut, c'est être reconnu dans toute son épaisseur en tant que Soi, et pas uniquement pour des idées politiques !

La logique émotive constatée suite à nos analyses ne répond pas à ces attentes ; elle correspond à des temps courts et à des émotions rapidement exprimées... Il s'agit ici d'une logique émotive minimale !

Note : Question des identités de présentation

Une tension entre les identités statutaires d'élu et de citoyen est à souligner : deux élus ont participé au débat en s'identifiant comme citoyen. Cette tension est à réfléchir pour la suite. **Comment se présente-t-on dans de tels débats ?** Qu'est-ce qui est finalement attendu ? Des

avis d'élus, de citoyens, de personnes, d'habitants, de travailleurs navetteurs, de citoyens du quotidien comme on les a appelés précédemment ?

- **Discours argumentés versus parole du citoyen quotidien**

Ce que donne à voir nos analyses, ce sont plutôt des discours argumentés, savants, construits. Or, les discours sont par définition non personnel et reposent sur des arguments objectifs. C'est la verticalité sociale qui préside dans un discours entendu comme une forme d'énoncé articulé autour d'arguments d'autorité et d'expertise.

Cela étant précisé, **ce qu'il s'agit de prendre en compte, de permettre et même de susciter lors d'une telle consultation, c'est la parole de l'individu.** Ce point est intéressant à souligner dès lors que l'on revient sur la distinction conceptuelle établie en linguistique entre la langue et la parole. Alors que la langue, dont les discours correspondent à une mise en forme très établie, figée et reconnue, renvoie à des conventions sociales, générales, impératives et instituées extérieures au sujet, la parole est de nature « psycho-physique » et correspond selon Ferdinand de Saussure à un acte « individuel de volonté et d'intelligence ». Autrement dit, la parole correspond à une mise en forme singulière du monde, de son expérience.

Au regard de cette distinction, il faut poser de manière explicite, sans détours, la question de savoir ce qui intéresse le législateur et, plus largement, celles et ceux qui animent et confectionnent une telle consultation. Il nous semble que si c'est le vécu ou l'expérience du citoyen quotidien qui est visé, alors c'est bien la parole de l'individu, parole comprise comme un acte découlant d'un individu singulier, conscient de ses usages, de ses idées et capable de mettre en mots son expérience unique.

Autrement dit, l'attendu social et politique n'est-il pas focalisé sur un individu au parcours de vie unique, avec ses valeurs et pratiques, qui structurent le rapport au monde de chacun ? La parole n'est pas imposée, elle est libre, elle est censée refléter l'authenticité du sujet. Dans ce sens, le linguiste Claude Hagège, dans son ouvrage *L'homme de paroles*, rappelle combien « la parole » de l'individu ne peut être réduite à ce que lui impose sa communauté d'appartenance et révèle la liberté d'un sujet humain qui est toujours plus que ce qu'on attend de lui.

Note : Il semble que l'absence de témoignages individuels lors de cette consultation (récits, expériences, ressentis...) est signe fort d'une parole citoyenne très peu développée au profit de discours argumentés. **Est-ce que cette absence de parole citoyenne est à l'origine du fait que les sous-thématiques de la consultation telles l'alimentation, les mobilités ou les migrations n'ont pas connu le succès escompté alors qu'elles concernent tout le monde ?**

- **L'imposition de fait d'une culture de l'écrit**

De fait, un tel format de consultation de débats ne permet pas (ou presque) de rencontres directes, et plus encore de relations orales. **De fait, une culture de l'écrit, graphique, s'impose ici. Or, pour un certain nombre d'individus, le débat oral est plus aisé car plus maîtrisé.** On peut faire passer plus facilement ses idées mais surtout ses émotions, son expressivité individuelle... Et puis l'inévitable question de l'accès d'une telle consultation à

celles et ceux qui ne maîtrisent pas notre langue est de fait posée : quid de leurs opinions, de la possibilité de témoigner ?

- **Des coûts d'entrée dans un débat politico-numérique ?**

Logiquement, il faut donc identifier suite à ces analyses des « coûts d'entrée dans un tel débat numériquement organisé. Trois ordres des coûts peuvent ici être identifiés :

. **Coût d'ordre technique** lié au fait que participer au débat suppose un temps pour apprivoiser le site, pour en comprendre tous les artifices et les subtilités.

. **Coût d'ordre cognitif** lié au fait que participer au débat suppose d'être informé, de s'appuyer *a minima* sur des ressources informationnelles pour argumenter. Rappelons suite à nos analyses que la logique argumentative est la plus présente. C'est ici qu'opère sûrement une forme d'auto-censure suite à la peur de ne pas être en mesure d'écrire un propos digne de ce nom surtout derrière d'autres textes « brillants » car argumentés. En outre, il faut souligner ici ce qui a pu être un frein à l'expression de chacun : le fait d'avoir mis en avant des « des têtes de gondoles » pour les textes d'ouvertures afin de délimiter les enjeux ... Cela a pu en impressionner certains et en rebuter d'autres pour critiquer le texte d'une personnalité. Comment se sentir légitime à intervenir alors que des avis très informés sont déjà formulés ? Comment se sentir légitimer à commenter ce qui l'est déjà de façon précise ? N'y aurait-il pas un ici un effet d'auto-limitation d'autant plus fort que l'affichage de personnes (re)connues a pu conduire à penser qu'il fallait argumenter sans exprimer des avis trop personnels.

Note : Prendre en compte la légitimité : en quoi ma vie est-elle suffisamment intéressante pour que je donne mon avis ? A quoi ça sert de donner son avis, ses expériences sur un tel site de débats ?

. **Coût d'ordre temporel** lié au fait que participer au débat suppose d'y consacrer du temps alors que les individus sont « compressés » et pris dans une accélération forte des rythmes de vie (analyses de Hartmut Rosa).

- **Peur de laisser des traces ?**

Dans une société où « vendre de la peur » est normal pour assurer les individus par rapport à presque tout et pour rassurer, où l'on sait que **la Toile est exposée à des utilisations détournées, frauduleuses...**, **la peur de laisser des traces sur la toile peut expliquer la réticence de certains à s'engager dans de tels débats.**

En outre, laisser des traces est risqué car le numérique rend le monde « bavard » : les algorithmes récitent et commentent l'homme à partir de rapprochements de données hétérogènes (base de données) D. Cardon a bien insisté sur ce point dans son ouvrage *A quoi rêvent les algorithmes ?* (Seuil, 2015) : « La logique algorithmique colle à ce que font les individus en considérant, de façon très conservatrice, qu'ils sont rarement à la hauteur de leurs désirs. En préférant les conduites aux aspirations, les algorithmes nous imposent ce réalisme efficace. Ils nous emprisonnent dans notre conformisme. »

Cette peur de laisser des traces peut être d'autant plus forte ici, dans un tel débat, que la crainte de se faire « agraffer » ou « épingleur » par des acteurs extrêmement engagés est sûrement à prendre en compte ; et ce d'autant plus que les débats ne sont pas anonymisés ! Enfin, discuter, débattre avec des personnes non connues pose la question de la confiance et par extension de la méfiance.

Note : deux types de confiance sont à préciser suite à N. Luhman : d'une part une **confiance personnelle** dans l'autre et d'autre part une **confiance systémique** dans la technologie. **Une telle consultation a l'originalité (mais aussi l'inconvénient ?) de reposer sur ces deux types de confiance.**

Préconisations :

- **Expliciter les règles et les finalités** de façon très précise car être sollicité pour de nombreuses consultations dans en connaître le fonctionnement précis et les objectifs peut décourager...
- **Inviter très explicitement et directement à écrire des scénarios**, des fictions politiques, des rêves, des idéaux ; à raconter des histoires à faire....
- **Inviter à s'exprimer avec ses propres mots** même s'ils ne sont pas conformes aux règles de discours policés et argumentés. La parole dans laquelle le ressenti et les expériences peuvent être exprimés devrait être pleinement sollicitée, invitée. Il faut faire comprendre que les moyens d'expression peuvent être variés (penser d'autres formats d'expression ?)
- **Susciter des débats collectifs** : à ce propos, un exemple est intéressant car il consiste en une réponse collective du Conseil de Développement de Metz qui a débattu avant de répondre en présentiel. Ce point est important à souligner car il rappelle que le débat numérique peut être un outil d'augmentation en face-à-face et nourrir du débat en présentiel pour ne pas piéger les initiatives en cautionnant indirectement la démocratie du Clic...
- **Partir de l'individu, du citoyen quotidien en tant que tel, de lui-même, de son existence, pour formuler une invitation du type** : « **MON EUROPE POUR DEMAIN** » ; « **L'EUROPE TELLE QUE JE LA VOIS** » ; « **MON EUROPE A MOI** »...

4. Analyse semi-automatisée, la DATAVIZ par l'équipe de CartoDÉBAT

Thèmes – mots clés – et extraits des propos du débat annotés selon : AVIS FAIT IDÉE

Rejets & Traités UE, Elections, Démocratie participative, Lobby, Confédération européenne, unité, Souveraineté

Nous devons **remettre les traités sur la table** et les rouvrir... nombreux **dénis de démocratie** qui émaillent les évolutions de l'union européenne sont une cause majeure de l'abstention... entité politique, l'Union Européenne qui n'a de corps que par ses **traités, TUE et TFUE**... Dommage que le mot «**OTAN**» fasse partie de sa «**Constitution**» (art.42 TUE)... Les 3 institutions de l'Union Européenne qui centralisent tous les pouvoirs ne sont **élues par personne**... La gouvernance actuelle doit avoir un «**visage**» plus incarné... innover et de développer des **espaces de dialogue** et de **co-constructions citoyennes**... améliorer la façon dont le **Commun se fabrique**... Les sujets que chaque pays a **délégués**

Gouvernance UE

sécurité sociale, malbouffe, productions locales, bio, soins de proximité

Santé
protection sociale, fière d'elle même... la **Grenelle** de l'environnement, l'usage des **pesticides** et autres produits de même nature... **humain de proximité** a augmenté de plus de 10 %.

Environnement
désolant... « Notre monde a changé de dimension » et exige des **comportements de rupture** face à la crise climatique, l'épuisement des **ressources naturelles**, l'accroissement des inégalités –

Pesticide, pollution, agriculture, énergies

Migrants
depuis le la question des migrants n'est pas un sujet numérique mais bien **culturel**... il faut **accueillir** ceux qui sont dans la **détresse**... **migr** un emigrant, un **réfugié** ou terroriste potentiel... «**quotas**» France devait accueillir 30 000 réfugiés elle n'en a accueilli que 4000

humanisme, détresse, témoignages, quotas, critères d'acceptation, éthique de l'altérité, causes

langues & formation, valeurs fondatrices, sentiment d'appartenance, nouveaux usages numériques, pub, spécificité culinaires, sport – C'est à l'**école** en tout premier lieu qu'il convient de favoriser l'émergence de ce citoyen européen... commencer à tisser une **autre histoire** pour tresser des racines solides. C'est à ça que servent les **voyages**, ils forgent... l'Europe parlant pas moins de **23 langues** et dont... **enseigner** l'histoire et la géographie en anglais, la physique en allemand, les SVT en espagnol et, pourquoi pas, la littérature française du XVIIIème siècle en russe... la **fraternité** étant le liant la **liberté** et de l'égalité... l'hégémonie de la techno structure, ont primé sur les **valeurs fondatrices** et ont progressivement **éloigné l'Europe de son idéal** et surtout des citoyens...

Culture
Les rhétoriques en termes de «racines identitaires» sont dangereuses... «**fracture numérique**» il faudrait généraliser des **assistants technologiques** publics... Excellente idée, car une **équipe de football**

Économie
& fraude, emploi, monnaie projet de **paix** européenne rendu possible par la **coopération économique**... reconsidérer la place de la **croissance** en tant qu'objectif primordial... intérêts économiques nationaux et des **replis xénophobes**... **dumping social** et **fiscal** impressionnant... la liste des **paradis fiscaux de l'UE** enlève d'office les membres de l'UE... **le même salaire** pour le même travail au même endroit...

Sécurité
...coopération paisible et constructive depuis **trois générations**... **Périmètre** de l'Europe ou **frontière** de l'Europe? ... l'UE doit être capable **d'agir seule**... Aucun pays européen ne peut **assurer seul sa sécurité**... **politique commune de sécurité et de défense** a fait récemment des progrès considérables... Ces progrès sont évidemment dus à la **montée des périls** et aux **doutes** de plus en plus forts sur la garantie américaine..

OTAN & dépendance européenne, frontières, paix, Craintes et menaces

